

Zoom sur les revendications des Gilets Jaunes :

- Elles sont d'abord d'ordre institutionnel :

Le peuple veut pouvoir intervenir directement dans les processus démocratiques via le référendum d'initiative citoyenne R.I.C.

Dans ce cadre-là, il serait possible d'être à l'initiative d'une loi, ou bien par un processus de référendum d'abrogation, d'annuler une loi considérée contraire aux intérêts de la population ou alors d'écarter un élu de son mandat du fait de sa trahison par le non respect de ses promesses électorales.

Le fond de ce souhait institutionnel, c'est que la politique serve bien les intérêts des 99% de la population et non le 1% des plus riches.

Et sur cette base, on comprend bien l'ensemble des revendications catégorielles des Gilets Jaunes :

- une augmentation du SMIC par l'augmentation des salaires et non pas parler de pouvoir d'achat qui ne s'attache qu'à la consommation.
- réindexation des retraites et allocations familiales sur l'inflation
- revalorisation du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé
- le dégel de l'indice d'appointements des fonctionnaires, etc

Pour financer tout cela, les GJ ont bien compris que la première étape est de remettre en cause tous les dispositifs fiscaux mis en place par le président de la république et ces prédécesseurs :

l'ISF, la Flat tax, l'exit tax et le CICE, les évasions fiscales en tous genres, mesures qui ont coûté plus de 20 Mrds à destination des 1% les plus riches. En 2019, c'est 30 Mrds d'€ et depuis la création du CICE sous Hollande en 2013, c'est 92 Mrds qui ont été offerts et ceci sans contrainte d'obligation d'emplois à la clé.

Paradoxe: Notre PIB ne cesse d'augmenter et d'un autre côté nous avons des prélèvements et des taxes qui ne cessent d'augmenter. Et on nous parle sans cesse de dette publique. Mais où va cet argent? Notre richesse est captée par les 1%, voire les 0,1% des plus riches.

La démonstration en est faite par un chiffre extrêmement éloquent : le Journal CHALLENGES indique que les 500 familles les plus riches comptaient pour 6,7% du PIB en 1996; en 2017 : 25%; en 2018 : 30%.

Depuis 40 ans on nous a expliqué qu'il ne pouvait y avoir d'amélioration de la répartition des richesses qu'en faisant grossir le gâteau (PIB) dont on se répartissait les parts (et de manière très inégale...)

Avec cette question de la répartition des richesses, il y a aussi la question impérieuse et urgente de la transition écologique. Nous ne ferons pas de réelle transition écologique sans une meilleure répartition des richesses.

Aujourd'hui, nous savons que du fait des contraintes écologiques et des ressources limitées de la planète, nous ne pouvons plus augmenter le gâteau. Pire ! aujourd'hui nous consommons bien plus que ce que la Terre est capable de produire.

Face à cela, la seule manière de réduire notre impact et de réussir la transition écologique, c'est de changer le mode de répartition des richesses.

Il est crucial que ceux qui se sentent le coeur Gilets Jaunes, ceux qui souhaitent de plus grandes solidarités sociales, ainsi que ceux qui sont préoccupés par nos impacts écologiques, se mobilisent aujourd'hui pour faire basculer de notre côté la mise en oeuvre de ce qui prendra enfin en compte nos intérêts collectifs et particuliers.

Plus nous serons rapidement nombreux dans la rue, moins le mouvement aura de raisons de durer car le gouvernement sera obligé de céder et enfin nous pourrons retrouver la maîtrise de nos vies.

**Et enfin avoir le pouvoir de vivre et
non plus survivre en quête de pouvoir d'achat.**